

## En bref

## TROUVER DES DÉBOUCHÉS AUX STOCKS DE POUDRE



**Lait** La France propose, dans un document transmis à Bruxelles, d'accélérer l'écoulement des stocks de poudre de lait écrémé, qui pèsent depuis de longs mois sur le marché, dans le secteur de l'alimentation animale. Un débouché moins rémunérateur mais qui permettrait de vendre les volumes les plus anciens qui commencent à se dégrader. Les ministres de l'agriculture des Vingt-huit en discuteront le 18 juin à Luxembourg.

## LES INDUSTRIELS DU LAIT MISENT SUR LE FROMAGE ET LA CRÈME

**Stratégie** Depuis la fin des quotas laitiers européens, actée le 31 mars 2015, les écarts entre les cours des différents produits laitiers ne cessent de se creuser. Les cours du beurre s'envolent vers de nouveaux sommets pendant que les prix de la poudre maigre plongent sous le seuil d'intervention. Et après une dégradation des prix du cheddar, ces cotations sont sur une tendance haussière depuis 2016 grâce à une demande mondiale ferme et de plus en plus dynamique. Face à ce constat, les laiteries ont dû réagir en adaptant leur stratégie et leurs outils de production, en s'orientant vers les fromages et la crème.

## L'ORGE FRANÇAISE DE PLUS EN PLUS TOURNÉE VERS LE MAGHREB

**Céréale** Traditionnel fournisseur de l'Arabie saoudite et de la Chine en orges fourragères et brassicoles, la France exporte une part de plus en plus importante de sa production vers les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) où la concurrence reste forte, indique France Export Céréales. À fin mars, la destination Maghreb représentait 44 % des exportations d'orge française vers les pays tiers, avec plus de 800 000 t sur 9 mois de la campagne 2017-2018. C'est deux fois plus que vers l'Arabie Saoudite (400 000 t) et la Chine (350 000 t).

## Et si on parlait des idées reçues ?

Le changement climatique va redistribuer les cartes de la production agricole. Les challenges sont devant nous.

## DÉMOGRAPHIE

Il n'est pas un article concernant l'avenir des productions agricoles et des enjeux qu'il sous-tend, qui ne nous assène les 9,7 milliards (Md) de Terriens à nourrir à l'horizon 2050. De la FAO aux grandes entreprises agroalimentaires, en passant par les acteurs publics ou les start-up, tous brandissent ce chiffre comme un chiffon rouge. Pourtant, ce n'est ni une prévision, ni une prédiction, mais la moyenne (qui n'a pas de sens) entre deux scénarios prospectifs, haut (10,6 Md) et bas (8,1 Md). Un grand écart de 2,5 Md d'êtres humains, qui laisse envisager des défis largement différents en termes d'offre alimentaire nécessaire, à la fois en quantité, mais aussi en qualité. Car la deuxième idée reçue sur l'expansion démographique est celle d'une explosion des naissances. Or, si la population a été multipliée par quatre au vingtième siècle, c'est en raison de la chute de la mortalité et non pas suite à une natalité effrénée. Il faudra donc réfléchir aux besoins d'une population vieillissante, si tant est que l'espérance de vie continue à progresser, ce qui n'est pas écrit non plus !

## Remettre de l'intelligence dans le débat

Et puisque l'avenir n'est pas écrit, les appels à produire plus, pour satisfaire une planète croulant sous les bouches à nourrir, sont à prendre avec précaution. D'ores et déjà, le rythme de croissance de la production de blé est supérieur à celui de la demande. Les prix mondiaux au ras des pâquerettes sont là pour nous le rappeler. Nous produisons près de 3 000 kcal par jour et par personne, nettement au-dessus des 2 500 kcal nécessaires pour

D'ici 30 ans, la forte urbanisation de la population mondiale semble s'orienter vers des villes ports essentiellement, fortement dépendantes des importations.



## DES GOUVERNEMENTS FRAPPÉS DE CÉCITÉ LORSQU'IL S'AGIT DE DÉFINIR LES POLITIQUES AGRICOLES

satisfaire les besoins mondiaux décrétés par l'OMS. Et si 800 millions de personnes sont encore sous-alimentées, c'est avant tout à cause de la pauvreté, du gaspillage, des guerres, des dictatures. D'ailleurs, selon le démographe G-F Dumont, « *Les pathologies liées à la suralimentation concernent plus de monde que la sous-alimentation* ». Au final, à force d'assener toujours les mêmes chiffres, nous évitons peut-être de nous poser les bonnes questions. Voir le défi alimentaire par le seul prisme de la quantité ou du

rendement est largement réducteur. De nombreux experts mettent en avant la nécessité de suivre d'autres indicateurs (diversité alimentaire, santé, emploi, durabilité, etc.) pour remettre de l'intelligence dans le débat. Mais pour l'instant, peu semblent écoutés.

## Le local ne peut être l'avenir

Il n'est pas question, ici, de minimiser la nécessaire adéqua-

tion à trouver entre offre et demande alimentaire à l'horizon 2050. Certains pays manquent de terres arables, d'autres sont candidats, à terme, à une forte pénurie d'eau. Le changement climatique est un rouleau compresseur qui va redistribuer les cartes de la production agricole. La véritable question n'est donc pas combien d'humains seront à nourrir (loger, chauffer) dans 30 ans, mais où ils seront. Ce qui semble acté, c'est la forte urbanisation de la population mondiale à cet horizon (75 %), avec l'émergence de mégapoles sur les continents asiatique (Inde, Bangladesh, Pakistan) et africain (Congo, Nigeria) : des villes ports essentiellement, fortement dépendantes des importations, soulignant que la no-

tion de « local » est d'ores et déjà obsolète, aussi bien pour les pays émergents que pour les pays exportateurs. Plus que jamais, l'agriculture doit être au centre des débats internationaux, et les gouvernements ne peuvent pas faire l'impasse d'une vision stratégique la concernant. Pourtant, ces derniers semblent frappés de cécité lorsqu'il s'agit de définir les politiques agricoles, de part et d'autre de l'Atlantique. Alors que le président Trump vient d'allouer à l'armée américaine un budget record (700 Md \$), on aimerait que les soutiens et les investissements dans les productions végétales et animales, autrement plus prometteurs d'un monde apaisé, ne passent à la trappe. Patricia Le Cadre, Céréopa

## L'ENJEU DE L'ACCÈS À L'EAU

Au-delà du caractère aléatoire des précipitations, il est impossible de parler d'agriculture et même de croissance économique, sans évoquer l'enjeu que représente l'accès à l'eau, notamment dans les pays émergents. Aujourd'hui, 40 % de la population mondiale est en manque d'eau.

Néanmoins, les investissements pour améliorer l'accès à une eau de qualité, bien qu'en progrès, demeurent insuffisants et parfois mal ciblés, alors que les impacts à long terme (environnemental, sanitaire, économique ou social) sont connus et pourraient être énormes.

## La dangereuse dictature des chiffres

➤ La limite des prospectives, c'est que les résultats ne dépendent que des hypothèses émises. Or, les métadonnées ne sont pas toujours suffisamment argumentées, souvent peu explicitées, et encore moins disséquées par ceux qui ne s'intéressent qu'au chiffre magique sorti du chapeau ! Le résultat des études, commenté et relayé par les médias, s'émancipe rapidement du contexte dans lequel il a pris naissance. On ne retient qu'un chiffre, qu'une idée forcément réductrice, qui finit par clore le débat alors qu'elle devrait juste

le nourrir. Bien sûr, il ne s'agit pas de jeter les exercices prospectifs avec l'eau du bain. Mais de prendre du recul. Et surtout, de considérer qu'ils ne prédisent pas l'avenir, mais permettent d'enrichir la vision de l'ensemble des acteurs. Ainsi, en 2011, les Nations unies ont publié des projections démographiques basées sur trois scénarios différents de baisse de la fertilité. Elles ont chiffré la population mondiale en 2100 à respectivement 15,8 Md, 10,1 Md et 6,2 Md (contre 27 Md à taux de fertilité inchangé).